

Reviews—Recensions

Lemelin, Clément, *La répartition des coûts de l'enseignement universitaire*, Conseil des universités, Dossier 4, Québec, Editeur officiel du Québec, 1980, 118 p.

Le dossier que le professeur Lemelin a préparé pour le Conseil des universités cherche à répondre aux questions suivantes : "Combien coûtent les études universitaires? Qui en bénéficie? Qui paie? Qui devrait payer?" Le dossier se divise en six chapitres. Le premier chapitre situe la discussion sur le financement des universités dans son contexte historique. L'auteur y rappelle l'expansion rapide des dépenses totales d'enseignement universitaire et collégial au Québec depuis 1960 et les facteurs qui ont contribué à cette expansion.

Au deuxième chapitre, l'auteur discute du coût réel des études universitaires dont les dépenses des institutions ne constituent qu'une fraction puisque le coût réel comprend aussi le manque à gagner des étudiants et les dépenses en volumes et matériel scolaire. L'estimation que l'auteur présente du coût réel des études universitaires pour 1975-76 et de ses principales composantes fournit une information utile. Le calcul du coût des études universitaires repose sur plusieurs hypothèses. Quant à l'allocation des dépenses des universités entre les fonctions de recherche et d'enseignement, l'hypothèse retenue est que 60% des dépenses non spécifiques constituent des coûts d'enseignement. Avec cette hypothèse, le coût total (direct et indirect) des études universitaires pour les étudiants à temps complet est estimé à 595.8 millions en 1975-76. L'importance du manque à gagner apparaît clairement puisqu'il compte pour 57.3% du coût total en 1975-76 pour les étudiants à temps plein. Ce facteur est donc important pour définition des politiques proposées pour le financement des universités. Notons que dans le calcul du coût total des études universitaires, l'auteur fait l'hypothèse que, pour les étudiants à temps partiel, le manque à gagner est nul, ce qui implique probablement un biais à la baisse du coût indirect des études universitaires pour cette clientèle. Les frais de scolarité, contrairement au manque à gagner, ne comptent que pour une faible fraction (7.3%) du coût total. Les étudiants à temps plein paient 58.6% du coût total. L'Etat, qui finance le reste du coût, défraie donc une grande partie du coût total et ce surtout par le biais des subventions aux universités et non de l'aide aux étudiants.

Dans les troisième et quatrième chapitres, l'auteur analyse avec des données de Statistique Canada, le statut socio-économique des étudiants du post-secondaire et l'impact redistributif du financement public des institutions d'enseignement aux niveaux collégial et universitaire. De façon générale, les étudiants à temps complet ont des problèmes financiers qui les amènent à diminuer temporairement leur consommation, à prolonger la dépendance familiale, à recourir à l'emprunt ou à travailler à temps partiel ou même à temps complet, ou à combiner un certain nombre de ces solutions. L'auteur souligne que l'effet du travail, pendant l'année académique, sur la réussite scolaire est mal connu. Pour étudier l'aspect redistributif des études post-secondaires, il est toutefois plus pertinent d'analyser le statut socio-économique de la famille que le revenu des étudiants. Il appert que les étudiants des cégeps et universités proviennent de milieux plus favorisés que l'ensemble de la population et que l'origine sociale des étudiants devient de plus en plus

favorisée à mesure qu'on passe des étudiants du secteur professionnel des cégeps et des étudiants universitaires à temps partiel aux étudiants du secteur général des cégeps et aux étudiants universitaires à temps complet dans des programmes de cycle court ou de baccalauréat, puis aux étudiants de maîtrise et de doctorat et enfin aux étudiants de médecine et droit. En reprenant une méthodologie déjà bien établie, l'auteur évalue l'impact redistributif du financement public des collèges et universités pour 1975. Il s'avère que, dans le cas du collégial, la classe moyenne bénéficie du système alors que dans le cas du cégep général et des universités, les classes moyenne et supérieure sont des gagnants nets; seule la classe inférieure perd nettement. L'aide financière aux étudiants devrait atténuer légèrement la régressivité du système.

Dans le cinquième chapitre, l'auteur étudie à la fois les déterminants de la demande privée pour l'éducation supérieure et les justifications de l'intervention de l'Etat dans le domaine des études supérieures. L'auteur rappelle que, premièrement, la rentabilité des études demeure un facteur fort important pour les étudiants dans leur choix du niveau d'éducation à acquérir et que, deuxièmement, le prix de l'éducation affecte davantage la quantité demandée d'éducation pour les étudiants venant de milieux plus modestes. Les raisons de l'intervention de l'Etat peuvent être considérées par rapport à deux grands objectifs: l'accessibilité, liée à l'efficacité, et la démocratisation, liée à l'équité. L'éducation supérieure générant des externalités positives (i.e. des bénéfices sociaux au-delà des bénéfices privés reçus par les étudiants) et le marché financier étant imparfait, il est efficace que l'Etat intervienne pour augmenter la demande pour l'éducation universitaire, car autrement la seule décision privée mènerait à un sous-investissement en éducation. L'intervention de l'Etat peut aussi se justifier par le désir de démocratisation ou de justice sociale. Pour atteindre cet objectif, l'Etat doit favoriser la mobilité sociale et permettre aux individus d'avoir accès aux études supérieures selon leur potentiel et non selon leurs origines socio-économiques.

Les cinq premières sections du dossier posent les fondements sur lesquels reposent les propositions de réforme de la dernière section. L'auteur propose que le financement public de l'enseignement universitaire passe par l'étudiant. Les frais de scolarité seraient haussés (et indexés) de façon à couvrir les coûts réels de l'enseignement. Les frais de scolarité varieraient donc d'une discipline et d'un cycle à l'autre de façon à représenter les coûts réels encourus. Les seules subventions directes aux universités seraient celles qui seraient égales à la valeur des externalités générées. Une subvention de base serait donnée à toutes les disciplines pour les externalités générées de façon uniforme par l'éducation universitaire et une subvention spécifique à chaque discipline serait donnée selon le montant d'externalités additionnelles générées par cette discipline. Les fonds épargnés par le retrait d'une grande partie des subventions aux universités iraient à l'aide financière aux étudiants. Le système aurait un caractère universel; tous les étudiants pourraient emprunter, à un coût non-nul, quelle que soit leur origine sociale. Le système aurait aussi un caractère discriminatoire, des bourses, plus généreuses que dans le système actuel, seraient réservées aux étudiants de milieux plus modestes.

Ce dossier présenté par le professeur Lemelin est fort intéressant tant par son excellente analyse de la situation actuelle et sa présentation des concepts économiques en jeu que par les recommandations qui en résultent. Les politiques proposées ne sont pas nouvelles, puisque Friedman, entre autres économistes, en discutait dans *Capitalism and Freedom* en 1962, mais demeurent toujours recommandables et l'auteur les adapte bien au contexte historique et spatial. Il est incontestable qu'il est plus efficace que les prix chargés reflètent

les coûts réels. De plus un système d'aide financière discriminatoire permet de mieux atteindre l'objectif de justice sociale. Dans son choix de politiques, l'auteur a choisi de travailler, avec l'hypothèse d'un budget constant alloué à l'éducation supérieure, ce qui n'est pas nécessairement optimal mais réaliste.

L'application de ces politiques pose toutefois de nombreux problèmes pratiques tels l'estimation des coûts réels entre la recherche et l'enseignement universitaires et l'allocation des coûts généraux entre disciplines. Il faudra aussi quantifier et attribuer une valeur monétaire aux externalités générées par chaque discipline or les économistes sont loin d'être unanimes sur l'identification de ces externalités. Il serait aussi crucial que l'information sur l'aide financière soit excellente pour que la hausse des frais de scolarité, qui eux sont très visibles, n'ait pas un effet régressif. L'auteur ne se préoccupe pas de l'aide financière aux étudiants à temps partiel or la hausse des frais de scolarité les touchera aussi. Le dossier du professeur Lemelin constitue un apport fort stimulant dans la discussion sur les études supérieures.

Rachel Houle
Département de sciences économiques
Université de Montréal

E. Eugene Carter, *College Financial Management*, Lexington Books, D.C. Heath and Company, Lexington, Mass., 1980.

This is a book of basics for the novice administrator. Experienced administrators will find little in it that they do not know, except perhaps some of the economic concepts applied in the explanation of administrative and financial decisions. The author appears to have three purposes: to provide some basic guidance to budding and novice administrators; to provide an economic perspective to financial and administrative decisions; and to suggest a set of common principles for decision-making by groups – an increasingly common practice in “democratized” institutions.

Eight basic concepts are examined: Marginal versus average cost and revenue; fixed and variable cost and revenue; long-run and short-run analysis; opportunity cost; cash versus accrual accounting; time value of money; liquidity; and risk and risk premiums.

A useful book.

Stephen G. Peitchinis
Department of Economics
University of Calgary

ERRATUM

CJHE, 1981, XI, (1), 45-58

The first line of the first paragraph (p. 56, 7th line) has been omitted. It should read as follows: “In terms of the life paths of the respondents, over two-thirds of those who went on to further training. . .”